Réchauffement climatique : Un scénario «Jour d'après», selon le HCP

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 03-01-2011 23:06:08

· La température moyenne augmenterait de 2,5 à 5,5 °C d'ici la fin du siècle
· L'eau est rare et pas assez optimisée
· Les bassins versants confrontés à des conflits d'usage

Le Maroc risque de connaître une grave pénurie d'eau en 2030 d'après le HCP. Selon le scénario le plus optimiste, la pluviométrie annuelle baisserait de l'ordre de 20% d'ici 2050 et de 40% à la fin du siècle. Ainsi, dans les décennies à venir, l'aridité du climat devrait accentuer une remontée des zones semi-arides à arides vers le Nord. Cette baisse de la pluviométrie est la conséquence du réchauffement climatique.

La température moyenne augmenterait de 2,5 à 5,5 °C d'ici la fin du siècle comparativement à la période de 1961 à 1990. Pour rappel, le climat marocain est caractérisé par un régime pluviométrique dominé par une forte irrégularité dans l'espace et dans le temps. «Ainsi, le volume annuel moyen des précipitations varie de 700 à 800 mm sur les reliefs au Nord du pays et descend jusqu'à 50 mm dans les plaines désertiques du Sud», détaille une étude du HCP. Le Royaume dispose d'un potentiel de ressource en eau renouvelable évalué à 29 milliards m3 par an, dont 22 milliards m3 sont mobilisables. Pour capter cette capacité, le pays s'est doté de 128 grands barrages totalisant une capacité de près de 18 milliards de m3, de 13 systèmes de transfert d'eau sur 1.100 km. Grâce à cette politique de barrage, le Maroc a pu aménager 1,5 million d'hectares irrigués, approvisionnant en eau potable les populations urbaines (100%) et rurales (90%).

Le problème reste l'inégalité de répartition de ces ressources: 51% sont concentrées dans les bassins du Nord (Loukkos et Sebou), mais ne couvrent que 7% du territoire. Les prévisions s'accordent à dire que l'inégalité de la répartition de la pluviométrie va se creuser sur le territoire national à cause de la baisse des précipitations allant de 50% dans la zones du nord-est du pays et de 5% dans les provinces sahariennes. Cette pénurie va accentuer davantage les déficits de certains bassins versants déjà confrontés à des conflits d'usage, notamment entre l'irrigation de l'alimentation en eau potable comme Agadir et Marrakech.

Les changements climatiques creuseront les écarts entre les potentiels de production et les besoins alimentaires. A cela s'ajoutera la baisse des réserves d'eau des nappes phréatiques, et les problèmes risquent d'apparaître plutôt si des solutions efficaces ne sont pas identifiées. Les disponibilités annuelles moyennes par tête avoisinent 730 m3, plaçant le Maroc dans le groupe des pays à stresse hydrique (moins de 1.000 m3 par personne et par an). L'étude du HCP insiste sur la nécessité de freiner l'érosion des sols et du dépôt de terre ou de vase fait par les eaux dans les barrages (avec un rythme d'envasement de 20 milliards de m3 par an, le barrage Mohamed V pourrait être complètement envasé en 2031).

Des solutions, comme le dessalement de l'eau de mer ou l'épuration des eaux usées, peuvent prendre le relais des ressources non conventionnelles, surtout dans les bassins souffrant d'un déficit

hydrique pendant les périodes de sécheresse, à cette idée se confronte le coût à long terme de cette technique, de par sa forte consommation d'énergie, et par conséquent ne peut donc se substituer à la ressource en eau potable.

Consommation excessive

L'agriculture marocaine est principalement pluviale, elle représente 7,5 millions d'ha. De tous les secteurs d'activité économique, l'agriculture est de loin le secteur le plus coûteux en eau avec 80% des prélèvements. Les besoins pour produire quelque produit agricole explique cette consommation excessive de l'eau. Par exemple, selon l'étude de H. Serhini et W. Tyner intitulée «Des éléments de réformes du secteur agricole au Maroc», la production d'une tonne de blé nécessite près de 1.450 m3 et celle du riz 3.450 m3 d'eau, alors que cette même quantité d'eau peut répondre aux besoins de plusieurs ménages ruraux. Ainsi, selon cette tendance, le secteur irrigué coûterait plus qu'il ne devrait rapporter à la collectivité.

L'économiste